

R
AVNER COHEN

AVNER COHEN



ISRAËL ET LA BOMBE
L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

ISRAËL ET LA BOMBE

R
B

RÉSISTANCES

RÉSISTANCES

ÉDITIONS **Demi Lune**

Présentation du livre

ISRAËL & LA BOMBE L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN d'Avner COHEN

22 ANS APRÈS SA PARUTION
AUX ÉTATS-UNIS ET EN ISRAËL,
LE LIVRE DE RÉFÉRENCE
SUR LE SUJET
EST ENFIN DISPONIBLE
EN FRANÇAIS !



PARUTION le 22 AVRIL 2020

« *L'ouvrage de COHEN entraînera la nécessaire réécriture de l'histoire d'Israël, celle des guerres, des relations internationales, des crises politiques internes, tout comme celle de l'économie, de la psychologie et de la fierté nationales. Tout cela devra être vu sous un angle différent.* »

Tom SEGEV, *Ha'aretz*.

« *Un ouvrage d'érudition, comprenant plus de 1 200 notes, et qui pourtant se lit comme un roman. (...) Cohen a fait plus qu'un superbe travail en retraçant l'histoire politique du programme nucléaire israélien (...) il a réalisé un exploit.* »

Lawrence KOLB, *New York Times Book Review*.



L'auteur



Chercheur universitaire de renom, le professeur **Avner COHEN** a travaillé aux Archives de la Sécurité nationale de l'Université George Washington.

Il a enseigné dans de prestigieuses universités américaines et israéliennes, et publié de nombreux articles sur des sujets comme la prolifération et l'éthique nucléaires, ou l'histoire de l'État d'Israël.

Il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes des questions de prolifération nucléaire.

(Biographie détaillée page suivante)

Présentation : www.nonproliferation.org/experts/avner-cohen/

www.middlebury.edu/institute/people/avner-cohen

TABOU

Bien qu'Israël ait franchi le Rubicon nucléaire à l'aube de la guerre des Six Jours, en 1967, il entretient toujours l'ambiguïté au sujet de ses capacités en ce domaine. Comment cette attitude d'« opacité » est-elle possible, et comment a-t-elle évolué ?

Jusqu'à ce jour, il n'existait pas de compte-rendu détaillé de l'histoire du nucléaire israélien. Les différentes publications sur le sujet se basaient surtout sur des rumeurs, des fuites, et des spéculations journalistiques. Dans son livre, Avner Cohen reconstitue méticuleusement l'histoire politique à travers des milliers de documents officiels, américains et israéliens, et plus de 150 entretiens avec quelques-uns des principaux protagonistes de cette aventure.

Cohen se concentre sur la période durant laquelle se réalisa le rêve de David Ben Gourion : faire d'Israël une puissance nucléaire. Il retrace la genèse du programme nucléaire, depuis la création de la Commission israélienne à l'énergie atomique en 1952, jusqu'aux négociations entre le Président Nixon et la Première ministre Golda Meir – qui aboutirent à l'actuelle stratégie du secret –, en passant par le partenariat avec la France, qui donna à Israël la technologie sophistiquée dont il avait besoin, et par l'échec des renseignements américains à identifier le projet Dimona pour ce qu'il était. L'auteur analyse aussi les raisons complexes pour lesquelles Israël dissimule son programme nucléaire : de la crainte des réactions du monde arabe et d'un débat en Israël même, au respect de l'engagement américain en matière de non-prolifération.

Le professeur Cohen met en évidence les questions essentielles et les nombreuses zones d'ombre qui entourent le nucléaire israélien. Cet ouvrage constituera une révélation pour nombre de lecteurs, spécialement en France, et une inestimable source d'informations pour quiconque s'intéresse aux questions de la prolifération nucléaire, de la politique au Moyen-Orient, de l'histoire d'Israël, ainsi qu'aux relations de ce pays avec la France ou les États-Unis.

Livre de référence sur le sujet, universellement salué par la critique, et qui a valu à son auteur quelques déboires avec la censure militaire, *Israël et la Bombe* est enfin disponible en français, 20 ans après sa parution en anglais. Cette édition, mise à jour et enrichie de nouveaux éléments, permet également de mieux comprendre les peurs que suscite le programme nucléaire iranien, aussi bien en Israël que dans la classe politique française.

Traduit de l'anglais par Thierry LHOMME

Préface du livre par Benoît PÉLOPIDAS,
fondateur du programme d'étude des savoirs
nucléaires *Nuclear Knowledges* à Sciences Po.



ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

L'AUTEUR

Chercheur universitaire de renom, Avner Cohen a travaillé aux Archives de la Sécurité nationale de l'Université George Washington. Il a enseigné et mené des recherches dans de prestigieuses universités américaines et israéliennes, et publié de nombreux articles sur des sujets aussi divers que la théorie politique, le scepticisme, la prolifération et l'éthique nucléaires, ou l'histoire d'Israël.

Après des études de philosophie à l'Université de Tel-Aviv, M. Cohen obtient une maîtrise de philosophie à l'Université de York en 1977, puis un doctorat d'histoire de la culture à l'Université de Chicago en 1981. Il fut membre de la faculté de philosophie à l'Université de Tel-Aviv de 1983 à 1991, et professeur associé dans différentes universités américaines, dont le MIT et Harvard.

M. Avner Cohen fut co-directeur du Projet sur le contrôle de l'armement nucléaire au Moyen-Orient du Programme d'études sur la sécurité au MIT (Boston), de 1990 à 95. De 1997 à 98, il travailla à l'Institut américain pour la paix (USIP) sur les questions relatives au contrôle de l'armement et au processus de paix au Moyen-Orient.

Tout au long de sa carrière, le professeur Cohen a écrit au sujet de l'arsenal nucléaire et de sa prolifération au Moyen-Orient, essentiellement sur les questions relatives à l'éthique et à la dissuasion. En 1987-88, il fut chercheur à la Kennedy School of Government de l'Université d'Harvard, où il développa la notion de prolifération « opaque ». Il est le co-auteur de *Nuclear Weapons and the Future of Humanity* [Les Armes nucléaires et l'avenir de l'humanité] (Rowman & Allanheld, 1986), *The Institution of Philosophy* [L'Institution philosophique] (Open Court, 1989), et l'auteur de *The Nuclear Age as Moral History* [L'Ère nucléaire et l'histoire morale] (en hébreu, 1989). Une bourse d'études de la Fondation MacArthur lui a été accordée pour ses travaux sur la question des armes nucléaires et de la démocratie, centrés essentiellement sur Israël. Consultant indépendant sur les problèmes de prolifération nucléaire et le Moyen-Orient, il enseigne actuellement au Middlebury Institute of International Studies, et est directeur du programme éducatif au James Martin Center for Nonproliferation Studies.

Avner Cohen a publié de nombreux articles dans différentes revues spécialisées (*Ethics, The Journal of Strategic Studies, Survival, Israel Studies, Security Studies, The Bulletin of the Atomic Scientists, The Nonproliferation Review, The Washington Quarterly, The Journal of Israeli History, the Middle East Journal*), ainsi que des tribunes dans les pages Opinions & Débats pour le *New York Times*, le *Washington Post*, et le *Los Angeles Times*. Il contribue également au quotidien israélien *Ha'aretz*.

Israël et la Bombe, un ouvrage historique universellement salué par la critique, lui a valu quelques déboires avec la censure en Israël. En 2010, parut en anglais son dernier livre : *The Worst-Kept Secret: Israel's Bargain with the Bomb. Democracy, Secrecy & Taboo* (University of Columbia Press), dans lequel il étudie le coût politique et sociologique de l'opacité nucléaire, le dernier tabou de la société israélienne. Il en conclut que ce déni politique est incompatible avec les valeurs de la démocratie, mais aussi avec les normes internationales s'appliquant au nucléaire.



Éloges et critiques du livre **ISRAËL & LA BOMBE**

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN
d'Avner COHEN



*L'ouvrage pionnier d'Avner Cohen sur l'histoire du programme nucléaire israélien, devenu et demeuré **une référence**, est **enfin disponible pour les lecteurs francophones**. 22 ans après sa publication en anglais, il est enrichi d'une introduction et d'une postface ainsi que de plusieurs passages inédits. »*

**Dr Benoît PÉLOPIDAS, préfacier du livre,
et fondateur du programme d'étude sur les savoirs nucléaires
Nuclear Knowledges à Sciences Po.**



*(...) **Le livre d'Avner Cohen présente un intérêt exceptionnel**. Première étude universitaire sur l'histoire du projet, richement documentée, elle dévoile certains des principaux mystères entourant les événements, à la lumière de nombreuses sources jusqu'ici inexploitées. (...) Il est probable que lorsque l'état d'esprit national d'ignorance au sujet du nucléaire prendra fin, le livre de Cohen constituera une base de débat des plus solides. »*

Uri BAR-JOSEPH, Jewish History.



***Cet ouvrage important** mérite l'attention des étudiants et spécialistes du Moyen-Orient, des relations extérieures, de la prolifération nucléaire et de la politique israélienne. »*

A.R. NORTON, Choice.



*Le professeur Cohen nous offre **un récit complet et convaincant** de la mise au point de ce qu'il appelle la doctrine israélienne d'"opacité nucléaire". »*

Paul C. WARNKE, ancien assistant du ministre de la Défense.



*Israël et la Bombe est **une lecture obligée** pour ceux qui s'intéressent aux questions nucléaires en général et à la complexité des relations américano-israéliennes en particulier. Pour les responsables américains, ce livre est **un guide parfait** sur la façon de ne pas traiter les cas de prolifération nucléaire à venir. »*

Michael RUBNER, Middle East Policy.



***Ce livre est d'une extrême importance**. Cohen a produit un étonnant travail de recherche historique sur un sujet délibérément entouré de mystère et de désinformation, pour de légitimes raisons d'État, à la fois par les gouvernements israélien et américain. »*

Samuel W. LEWIS, ambassadeur des États-Unis en Israël (1977-1985).



Le livre de Cohen heurte la sensibilité des nations. »

Dan EPHRON, Washington Times.



Éloges et critiques du livre
ISRAËL & LA BOMBE
L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN
d'Avner COHEN



Pour quiconque s'intéresse aux conflits sans fin au Moyen-Orient, et à la vie à l'aube de l'ère nucléaire, **ce livre est incontournable.** »

Miami Herald.



Cette **histoire parfaitement documentée** des deux premières décennies du programme nucléaire israélien éclaire les forces complexes, à la fois nationales et internationales, qui l'ont forgé. Elle offre au lecteur **une plongée fascinante dans la réflexion des responsables israéliens, français et américains** sur ce sujet sensible entre tous, dont seul un petit nombre avait à l'époque connaissance. »

Spurgeon KEENEY,

président et directeur exécutif de l'Association pour le contrôle des armes.



Cohen expose autant qu'il est possible à l'heure actuelle l'interaction complexe des politiques de Tel-Aviv / Jérusalem, Paris, Washington et de leurs diplomaties, officielle et officieuse, qui ont pavé la voie du programme nucléaire israélien. Israël et la Bombe est **une contribution inédite et indispensable à la compréhension de l'ère nucléaire dans laquelle nous vivons**, et ses enseignements s'avèrent **particulièrement pertinents dans le contexte de l'élargissement du cercle des nations dotées de l'armement nucléaire.** »

Carl KAYSEN,

conseiller adjoint à la Sécurité nationale de John F. Kennedy.



Avner Cohen a réussi à accéder à l'intégralité des correspondances entre Kennedy et Ben Gourion d'une part, et entre Kennedy et Eshkol d'autre part. Il est donc en mesure de présenter pour la première fois un épisode de l'histoire du jeune État d'Israël (et de ses relations avec les États-Unis) dont seules quelques personnes, dans ces deux pays, avaient jusqu'ici connaissance. **Un des véritables thrillers de l'histoire moderne.** »

Professeur Yuval NE'EMAN,

ancien ministre israélien des Sciences.



L'ouvrage de Cohen entraînera la nécessaire réécriture de l'histoire d'Israël, celle des guerres, des relations internationales, des crises politiques internes, tout comme celle de l'économie, de la psychologie et de la fierté nationales. **Tout cela devra être vu sous un angle différent.** »

Tom SEGEV, Ha'aretz.



Un ouvrage d'érudition, comprenant plus de 1 200 notes, et **qui pourtant se lit comme un roman.** (...) Cohen a dû briser le code du silence qui entoure toute discussion sur les armes nucléaires dans son pays. Mais il a fait **plus qu'un superbe travail** (...) en analysant en détail la façon dont cette politique d'"opacité nucléaire" a évolué et ce qui l'a rendue possible : il a réalisé **un exploit...** »

Lawrence KOLB, New York Times Book Review.



Points forts du livre

ISRAËL & LA BOMBE

RÉVÉLATIONS ET DÉCOUVERTES

* Dans la période 1955-1957, un débat houleux fit rage au sein de la petite communauté scientifique et politique israélienne, au sujet de la faisabilité et de l'opportunité de l'option d'armement nucléaire. Lorsque Shimon Pérès élaborait l'accord portant sur Dimona en 1957, et obtint une aide importante de la part de la France, Ben Gourion donna son feu vert au projet.

* Lorsqu'en 1958, le général de Gaulle prit connaissance des accords secrets entre la France et Israël dans le domaine du nucléaire, il décida d'y mettre fin. Toutefois, à l'issue du bras de fer qui opposa Ben Gourion et Pérès d'une part et l'exécutif français de l'autre, un « compromis » fut trouvé qui maintenait le *statu quo*. En définitive, les directives du chef de l'État français ne furent pas respectées.

* Les États-Unis « découvrirent » le projet Dimona à la fin de l'année 1960, près de 3 ans après son lancement. Cette découverte tardive est l'un des échecs majeurs du renseignement états-unien, sans doute plus grave encore que celui relatif à l'essai nucléaire indien en 1998. *Israël et la bombe* analyse cette défaillance.

* John Fitzgerald Kennedy fut le seul Président américain à sérieusement tenter d'enrayer le projet nucléaire israélien. Se basant sur un grand nombre de documents récemment déclassifiés, ainsi que sur des entretiens avec quelques-uns des principaux protagonistes, *Israël et la bombe* retrace dans le détail ces efforts. Cohen suggère que la démission de Ben Gourion en 1963 a pu être en partie provoquée par la pression exercée par Kennedy.

* Les inspections des scientifiques états-unien n'ont jamais permis d'apporter la preuve directe qu'Israël s'était engagé dans des activités liées aux armes atomiques. Le livre explique pourquoi. Il révèle également que depuis le début des années 1960, la CIA avait compris les intentions israéliennes en matière d'armement nucléaire. Fin 1966, l'Agence produisit des rapports selon lesquels Israël achevait la mise au point de son programme, et n'était plus qu'à quelques semaines de disposer d'une bombe opérationnelle. Ces informations ne furent jamais communiquées aux équipes d'inspection qui se rendirent sur le site de Dimona, pas plus qu'elles ne furent connues du Département d'État.

* À la fin de l'année 1966, lorsqu'Israël eut réalisé son projet d'armement nucléaire, le Premier ministre Eshkol s'opposa fermement à tout essai, conscient qu'un tel acte aurait été contraire aux ententes tacites entre son pays et les États-Unis.



Poins forts du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

RÉVÉLATIONS ET DÉCOUVERTES

* Le livre dévoile également une dimension peu connue de la guerre des Six Jours. De nouvelles sources israéliennes et américaines suggèrent en effet qu'Israël s'était doté de deux engins nucléaires et les avait placés en état d'alerte. L'auteur avance que peu de temps avant le conflit, Israël était parvenu à une capacité nucléaire rudimentaire ; fin mai 1967, elle fut placée en état « d'alerte opérationnelle ».

* Le Traité de non-prolifération (TNP) de 1968 fut à l'origine de l'affrontement le plus direct entre les États-Unis et Israël sur la question nucléaire, pendant l'administration Johnson. S'appuyant sur des documents récemment déclassifiés et des témoignages oraux, *Israël et la bombe* retrace l'histoire de l'ultime confrontation entre les deux pays sur cette question.

* Une nouvelle entente israélo-états-unienne sur la question nucléaire se fit jour en 1970 avec les rencontres entre le Président Richard Nixon et la Première ministre Golda Meir. Les États-Unis cessèrent de faire pression sur Israël pour que celui-ci signât le TNP, et il fut mit un terme aux inspections du site de Dimona. En retour, Israël s'engagea à adopter une attitude discrète en ce domaine : pas de test, ni de déclaration, ni de reconnaissance. Avec cet accord de type « Ne demandez pas ; ne dites rien », l'opacité nucléaire fut entérinée, une situation qui persiste encore aujourd'hui.

* Exclusivités de l'édition française, mise à jour et enrichie :

- Nouvelle introduction présentant les enjeux actuels et les conséquences nationales et internationales de l'opacité nucléaire israélienne.

- Addenda dans plusieurs chapitres pour inclure les connaissances historiques les plus récentes, notamment celles concernant l'implication de la France, l'achat de « yellowcake » à des pays tiers, et la période particulière de la guerre des Six Jours.

- Nouvelle postface détaillant pour la première fois la genèse du livre, ainsi que les nombreuses difficultés que l'auteur rencontra en Israël de la part de la censure militaire, et plus particulièrement du MALMAB (le Commandement de la sécurité pour l'autorité militaire).

- Ajout d'une chronologie détaillée offrant un panorama complet des événements les plus marquants de la course mondiale aux armements atomiques, jusqu'à la période la plus récente...



Extraits du livre ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

Tiré de la préface
et de l'épilogue de l'ouvrage
Histoire du livre

Écrire ce livre n'a pas été facile ; il m'a fallu surmonter des obstacles d'ordre académique, juridique et personnel. Certaines de ces difficultés concernèrent l'accès aux sources – qu'il s'agisse d'archives ou de témoignages ; d'autres furent liées au fait d'avoir à enfreindre un code du silence spécifiquement israélien autour de la question des armes nucléaires. Ce dernier point s'avéra le plus délicat. J'ai dû me départir des habitudes et des pratiques acquises, et me distancier à titre personnel des modes de pensée et de discours dans lesquels j'avais été élevé.

À l'instar de mes concitoyens, j'avais intériorisé les usages qui régissent le discours sur la question nucléaire, et appris que les Israéliens n'étaient pas censés discuter du programme d'armement nucléaire de leur pays. En Israël, on évite en effet de prononcer les mots « armes nucléaires », et l'on a recours à des expressions ambiguës telles qu'« option nucléaire », ou « capacités nucléaires » – de la même façon que les juifs orthodoxes ne prononcent jamais le nom de Dieu en hébreu, et utilisent à la place toutes sortes d'euphémismes. Si j'ai fini par considérer ces circonlocutions comme pesantes et inutiles, je ressens toujours un certain malaise à parler ouvertement de l'arsenal nucléaire de mon pays.

L'ambivalence et la politique du secret dans ce domaine ne sont pas une spécificité israélienne ; elles font partie de l'héritage culturel de l'ère atomique depuis le Projet Manhattan. En Israël cependant, ces attitudes se sont développées à l'extrême. La loi du silence sur la question nucléaire est liée à ce que les Israéliens appellent *kdushat ha-bitachon* : le caractère sacré de la sécurité.

C'est cette tension entre les normes démocratiques et le secret nucléaire qui m'a amené, au début des années 1980 à réfléchir sur la singularité de l'histoire du nucléaire israélien. Je suis retourné en Israël en 1982, après avoir terminé mes études de doctorat aux États-Unis. Comme beaucoup de personnes de ma génération, j'ai été influencé par la prise de conscience anti-nucléaire de cette période. J'ai alors commencé à m'interroger sur les énigmes et les paradoxes philosophiques liés à cette question. Le résultat en fut une série d'essais, que mon collègue Steven Lee et moi avons

publiés en 1986 sous le titre *Nuclear Weapons and the Future of Humanity: The Fundamental Questions* (Les Armes nucléaires et l'avenir de l'humanité : les questions fondamentales).

À mon retour en Israël, j'ai réalisé que les tensions entre le secret nucléaire et la démocratie s'étaient encore accrues. Je ne devinai pas que, dix ans plus tard, cette question deviendrait pour moi une affaire toute personnelle.

Au début des années 1990, j'avais écrit avec Benjamin Frankel un long article de réflexion théorique, qui devait par la suite prendre de l'ampleur. Nous y introduisons le terme d'« opacité nucléaire » pour rendre compte d'un modèle conceptuel qui permettait de décrire le comportement des disséminateurs de technologie nucléaire de seconde génération.¹ Par « opacité nucléaire », nous entendions cette situation dans laquelle l'existence d'un arsenal nucléaire n'est pas reconnue officiellement par les dirigeants de l'État, mais où les preuves de l'existence de cet arsenal suffisent pour influencer sur les perceptions et les choix d'autres nations. Nous avançons que ce terme permettait de cerner de façon plus précise la réalité politique des acteurs de la prolifération que les expressions « ambiguïté nucléaire », « prolifération camouflée » ou « prolifération latente » alors en usage pour décrire le phénomène. Israël en était une parfaite illustration

En 1989, la fondation MacArthur, m'octroya une bourse de recherches sur le sujet suivant : « La bombe invisible d'Israël : culture, politique et norme de la non-prolifération » ; il s'agissait d'étudier dans leurs dimensions internes (politiques, sociales et culturelles) à la société israélienne, mais aussi régionales et internationales, les répercussions de l'opacité nucléaire israélienne. Mon projet initial ne comportait pas de volet historique, car je ne pensais pas qu'il me serait possible d'accéder aux documents pertinents.

J'intégrai le Centre d'Études Internationales du MIT en tant que doctorant associé en mai 1990, et je me préparais à entamer mes recherches lorsque l'invasion du Koweït par l'Irak modifia radicalement mon projet. La crise qui s'ensuivit, puis la guerre du Golfe, la création de la commission spéciale de l'ONU pour inspecter l'Irak, et la reprise du processus de paix au Moyen-Orient – des problématiques qui toutes relèvent de la question du nucléaire dans cette région – modifièrent l'orientation de ma recherche. En 1991-92, tandis que je codirigeais le projet du MIT sur le contrôle de l'armement dans cette



Extraits du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

région, je publiai plusieurs rapports et articles concernant les implications politiques du sujet. Je commençai en outre à écrire un livre, avec Marvin Miller du MIT, sur la prolifération des armes nucléaires au Moyen-Orient.

Vers 1992-93, j'aboutis à deux résultats. Tout d'abord, je fus convaincu de l'importance de comprendre l'évolution de l'opacité nucléaire israélienne. J'en conclus que le passé nucléaire d'Israël n'était pas seulement un sujet passionnant pour les historiens, mais qu'il délimitait étroitement les possibilités futures de contrôle de l'armement au Moyen-Orient, à des niveaux que les analystes et les décideurs politiques évaluaient mal, en général. En outre, je découvris que les sources devenaient accessibles : on disposait désormais d'archives pour reconstituer l'histoire politique du programme israélien d'armement nucléaire.

Ces prises de conscience infléchirent l'angle de ma réflexion et ma méthodologie. Je me mis à privilégier le point de vue historique, à savoir les origines et l'évolution de l'opacité nucléaire d'Israël. Mon approche s'appuie sur la reconstitution historique et l'interprétation des données. Les matériaux dont je dispose sont principalement des sources primaires : archives déclassifiées, témoignages oraux, Mémoires et articles publiés dans la presse. Une bonne partie des documents présentés ici, découverts en Israël, aux États-Unis et en Norvège, n'avaient jamais été publiés auparavant.

Côté israélien, les Archives d'État israéliennes (ISA) de Jérusalem, dans la logique de leur politique de déclassification après une période de 30 ans, ont rendu accessibles pratiquement tous les documents du ministère des Affaires étrangères (catalogués sous l'appellation Foreign Ministry Record Groups, ou FMRG) couvrant la période antérieure à 1966. J'ai ainsi eu accès à la plus grande partie de la correspondance échangée sur les questions nucléaires entre le Président John F. Kennedy et les Premiers ministres israéliens David Ben Gourion et Levi Eshkol.

D'autres archives israéliennes m'ont également été utiles. Cela comprend une bonne partie des journaux intimes et lettres personnelles de Ben Gourion désormais déclassifiés, et mis à disposition au DBGA (David Ben Gurion Archive) du Centre de Recherches Ben Gourion à Sdeh Boker. Aux archives de l'Institut Weizmann, à Rehovot, j'ai découvert des documents sur la naissance du Département de physique nucléaire de l'Institut, ainsi que sur la rupture, au début des années 1950, entre plusieurs physiciens nucléaires israéliens et le ministère de la Défense. Aux archives Yad Chaïm Weizmann toutes proches, j'ai trouvé des documents faisant référence au conseiller scienti-

fique de Ben Gourion, et fondateur de la Commission israélienne pour l'Énergie Atomique (IAEC), Ernst David Bergmann.

Le reste de cette recherche fut mené aux États-Unis, dans la mesure où l'opacité nucléaire d'Israël est l'œuvre commune de ces deux pays. Ces dernières années, la plupart des documents américains relevant de l'évolution du flou nucléaire israélien ont été déclassifiés, jusqu'à l'année 1970. Auparavant, la plus grande partie des archives concernées étaient soit expurgées soit impossibles à obtenir. En 1992, Virginia Foran, de la fondation Carnegie pour la paix internationale, et moi-même, avons présenté une série de requêtes dans le cadre de la loi pour la Liberté de l'Information (FOIA, pour Freedom of Information Act) afin d'accéder à la correspondance entre Kennedy et Ben Gourion, et celle entre Kennedy et Eshkol. Vers le mois de novembre 1995, nous avons reçu la plupart des documents demandés : une grande partie de cette correspondance récemment déclassifiée est présentée ici pour la première fois.

Depuis mars 1994, la Bibliothèque Lyndon B. Johnson (LBJL) à Austin, Texas, me tient régulièrement informé des nouvelles archives disponibles. En 1995, j'ai obtenu de la Bibliothèque Dwight D. Eisenhower (DDEL) d'Abilene au Kansas, des documents déclassifiés concernant la réaction de l'administration Eisenhower à la découverte de Dimona. Lors de mes visites de 1996-97 aux Archives Nationales des États-Unis (USNA) à College Park, dans le Maryland, j'ai trouvé de nouvelles informations sur les inspections américaines à Dimona dans les années 1960.

En avril 1994, après des mois d'échanges avec la censure militaire israélienne, je fus informé que, pour des « raisons d'État », la monographie que j'avais écrite sur le sujet était interdite de publication. On m'informa également que c'était la première fois dans l'histoire d'Israël qu'un travail de recherche universitaire et académique, et non une enquête journalistique, était censurée dans son intégralité. Lorsque toutes les tentatives pour parvenir à un compromis eurent échoué, je déposai un recours auprès de la Cour suprême de justice pour annuler la décision prise à mon encontre.⁶ Je ne tardai pas à réaliser, cependant, que cette sanction n'avait que peu de rapport avec la divulgation d'informations, car en presque une année de correspondance avec la censure, je n'ai jamais pu savoir avec exactitude ce qui était reproché à mon travail. Au final, j'ai senti que j'avais surtout enfreint un tabou national. Ce long article ne fut jamais publié, mais cela m'incita à entreprendre de nouvelles et bien plus vastes recherches, dont ce livre est l'aboutissement.



Extraits du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

Israël est la seule démocratie « occidentale » dotée d'une censure militaire qui contrôle chaque publication traitant des questions de sécurité. Avec les années, cette censure s'est atténuée, à l'exception de ce qui touche au domaine nucléaire. La censure renforce la politique d'opacité d'Israël de deux façons : d'une part, en imposant le code du silence, et en interdisant toute discussion sérieuse sur le sujet ; d'autre part, en faisant en sorte que toute publication reflète une certaine réalité officielle. On ne saurait ainsi, par exemple, faire allusion à des « bombes atomiques », mais plutôt à un « potentiel nucléaire », sous peine d'aller à l'encontre de la position du gouvernement sur cette question.

L'opacité en la matière est en cela conforme à la tendance bien enracinée, en Israël, de reporter les décisions importantes relatives à l'avenir du pays. La question nucléaire rejoint ainsi les nombreux problèmes vis-à-vis desquels Israël pratique la politique de l'autruche, et évite de trancher ouvertement – comme ceux de la religion face à la laïcité, de l'identité juive de l'État d'Israël, du statut de la population arabe israélienne, de la question palestinienne, ou encore de la devenir des territoires occupés. Dans le cas des armes atomiques, cependant, il ne saurait y avoir de débat ; l'opacité permet ainsi aux dirigeants de prendre des décisions sans pour autant résoudre les questions fondamentales et à long terme. (...)

Extrait de l'introduction

On considère généralement qu'Israël est devenu un État doté de l'arme nucléaire au début des années 1970. Cependant, le programme nucléaire israélien demeure entouré de secret, non reconnu officiellement et isolé de la politique intérieure israélienne. Comment cette opacité s'est-elle développée ? Qu'est-ce qui l'a rendue possible ?

Israël a initié son programme nucléaire il y a environ 60 ans, avec la construction du cœur de son infrastructure à Dimona, dans le désert du Néguev. En 1966-67, Israël acheva la phase de mise au point de sa première bombe atomique, et à la veille de la guerre des Six Jours le pays possédait déjà une capacité, rudimentaire mais opérationnelle de dissuasion nucléaire.¹ En 1970, le statut d'Israël en tant qu'État doté de l'arme nucléaire était tacitement admis.²

C'était la sixième nation au monde, et la première du Moyen-Orient, à se doter d'une telle capacité. Mais Israël se conduisit d'une façon bien différente des cinq autres. À ce jour en effet, Israël n'a pas reconnu officiellement

être en possession du feu nucléaire. Voici plus de 50 ans, tandis que le programme était en plein développement, le Premier ministre Levi Eshkol avait déclaré qu'Israël ne serait pas la première nation à introduire des armes atomiques au Moyen-Orient. Et les Premiers ministres qui lui ont succédé ont tous adopté la même attitude. Ainsi la position d'Israël vis-à-vis du nucléaire est-elle restée opaque.

Il est important de faire la distinction entre opacité et ambiguïté, sur cette question. Benjamin Frankel et moi-même avons publié un article en 1988 à ce sujet :³

« Ambiguïté » est probablement le terme le plus souvent utilisé pour faire référence aux États soupçonnés de participer à la prolifération nucléaire. C'est le concept invoqué pour qualifier toute attitude suspecte en ce domaine. Mais le terme est lui-même ambigu. Le dictionnaire propose deux définitions du mot : « douteux, incertain » ; ou bien « pouvant être entendu de deux façons différentes, voire davantage ». Il peut donc, dans le contexte de la prolifération nucléaire, qualifier deux situations ambiguës distinctes, que celles-ci se recoupent ou non.

La première définition dénote une véritable incertitude, en l'occurrence un manque d'informations sur les activités nucléaires du pays concerné. Dans ce cas, l'ambiguïté est le résultat d'un manque de clarté sur le degré d'avancement technique du programme en question. On peut dire de l'Argentine et du Brésil que ce sont deux États à la stratégie nucléaire ambiguë. La seconde définition pourrait s'appliquer à l'ambivalence (d'origine politique, militaire ou même culturelle) des dirigeants d'un pays donné, au sujet de l'arme nucléaire. Une telle ambivalence peut même concerner des États dont les programmes d'armement nucléaire sont indiscutables.⁴

Israël relève d'un type idéal d'opacité nucléaire. Celle-ci a en effet constitué pour ce pays le moyen de faire face aux tensions et aux problèmes liés à la possession d'armes atomiques. Elle représente également la contribution israélienne à l'ère nucléaire (outre certains projets pionniers d'armement). L'opacité est la situation dans laquelle la capacité nucléaire d'un État n'a pas été reconnue officiellement, mais n'en pèse pas moins sur la perception et les décisions d'autres États, répondant ainsi à la seconde acception de l'ambiguïté.

Cet ouvrage est l'histoire politique du programme nucléaire israélien dans ses premières années, et il documente les origines et l'évolution de la politique d'opacité nucléaire d'Israël. Il se concentre sur une période de vingt ans, de 1950 environ à 1970, période durant laquelle s'est concrétisée la vision de Ben Gourion d'un État israélien doté de l'arme nucléaire.



Extraits du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

Cette étude engendre pourtant un paradoxe apparent : comment peut-on écrire l'histoire d'un objet dont la caractéristique principale est justement l'opacité ? Peut-on étudier l'opacité ?

Certains acteurs des événements dont il est question dans ce livre ont suggéré que c'était, pour le moment, une « *mission impossible* ». Ainsi, par exemple, les archives de la Commission israélienne à l'énergie atomique (CIEA) sont toujours sous scellés et le resteront probablement encore longtemps. Sans ces documents, il est impossible d'écrire une histoire complète du projet nucléaire israélien. Ayant admis qu'une bonne partie des sources technologiques et organisationnelles m'étaient inaccessibles, j'ai choisi de me focaliser sur les dimensions politiques.⁵ Cette étude est donc tout d'abord un effort pour resituer les politiques nationales et internationales, et pour comprendre la culture dans laquelle s'est forgée l'attitude d'opacité d'Israël. En dépit des limites imposées par la disponibilité des sources et les considérations de sécurité nationale, il est tout de même possible de reconstituer l'histoire politique du projet nucléaire israélien.⁶

Pendant les 50 dernières années, l'opacité est devenue une véritable stratégie de sécurité nationale. La plupart des Israéliens considèrent que cette tactique a été un succès, et qu'elle répondait bien à la complexité de la situation de leur pays en matière de sécurité, même si cela n'a pourtant pas été le fruit d'une stratégie bien conçue à l'avance. Elle s'est développée au fur et à mesure, en réponse à des besoins nouveaux, et à des pressions variables à différents niveaux. Comme bien d'autres aspects de l'histoire israélienne, elle est le résultat d'une série d'improvisations. On peut distinguer quatre étapes, depuis le milieu des années 1950 jusqu'en 1970 : le secret, le déni, l'ambiguïté, l'opacité ; et quatre facteurs entrant en jeu : national, international, régional, et technico-conceptuel.

L'origine interne de l'opacité nucléaire relève des dispositions individuelles, de celles de l'élite, et d'attitudes sociétales et culturelles envers l'armement nucléaire. En 1957-58, au moment où furent prises les décisions cruciales à propos de Dimona, Ben Gourion partageait avec ses principaux collaborateurs le minimum des informations nécessaires ; il n'était discuté que de « *ce qu'il fallait savoir* » (« *need to know basis* »). Le secret, le flou, la dissimulation, tels étaient les principes de Ben Gourion en la matière, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Tous les partis sionistes, de droite comme de gauche, s'abstenaient d'exprimer leurs réserves en public, concernant le projet nucléaire. Compte tenu

de la complexité technologique du sujet et du secret qui l'entourait, peu de personnes étaient suffisamment compétentes et informées pour en débattre. Même ceux qui comprenaient l'intérêt de Ben Gourion pour l'option nucléaire étaient réticents à aborder la question. Malgré quelques réserves, les partis sionistes étaient tenus de respecter le *kdushat ha-bitachon*, l'intérêt supérieur que constitue la sécurité. Si la censure militaire empêcha tout débat public, le tabou était davantage intériorisé qu'imposé légalement. Il représente encore aujourd'hui l'une des sources sociétales les plus persistantes de l'opacité nucléaire.

Cette tendance s'accrut sous le mandat de Levi Eshkol. La question nucléaire restait isolée des autres volets de la politique intérieure. Eshkol n'a jamais abordé cette question en conseil des ministres, si ce n'est pour obtenir l'approbation de la réorganisation de la CIEA par ses soins, en 1966. Eshkol est passé de la politique de dénégation qui était celle de Ben Gourion à celle de l'ambiguïté. En accord avec les promesses faites au Président Johnson de ne pas introduire d'armes nucléaires au Proche-Orient, il renforça son engagement dans la force de dissuasion conventionnelle, notamment en achetant des armes aux États-Unis.

Après la guerre de 1967, Israël tendit à adopter une attitude de type « bombe en sous-sol ». Tandis que la politique intérieure pesait de moins en moins sur la stratégie nucléaire nationale, la bureaucratie devint un facteur plus déterminant. C'étaient les gardiens appointés, et non plus les politiciens, qui prenaient les vraies décisions. Le Traité de non-prolifération (TNP), par exemple, fut à peine examiné en conseil des ministres. Vers 1970, une tradition s'était établie, selon laquelle l'arène politique n'était pas le lieu approprié pour décider de la stratégie nucléaire. Nous développerons ce point dans les chapitres 1 à 4, 8, 12 et 15.

L'opacité fut également le fruit d'interactions avec les puissances étrangères. Dans les toutes premières phases du projet, les relations avec la France furent déterminantes pour l'engagement d'Israël dans la voie de l'armement nucléaire. La contribution de la France au projet israélien alla bien au-delà de la fourniture de matériel et de la transmission du savoir-faire. À Paris, au milieu des années 1950, Shimon Pérès et ses associés apprirent comment une nation démocratique pouvait devenir un État nucléaire sans en rendre explicite la décision. Il y eut, de ce fait, bien des points communs entre le traitement français et israélien de la question nucléaire. Nous aborderons ces points dans les chapitres 3 et 4.



Extraits du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

Si la France fut le pays qui apprit à Israël comment une démocratie peut mener un programme nucléaire de façon opaque, les États-Unis de leur côté contribuèrent grandement à la dissimulation des capacités nucléaires israéliennes. La manière dont la politique américaine de non-prolifération évolua dans les années 1960 eut une influence décisive sur la façon dont Israël acquit la capacité nucléaire, et sur sa stratégie de développement.

(...)

Extrait du chapitre 1

Les hommes et l'éthique

L'idée qu'Israël doive se doter d'une capacité nucléaire est aussi vieille que la création de l'État lui-même. À l'origine, il fallait une sacrée *chutzpah* pour imaginer qu'un si petit pays lance un programme nucléaire, mais s'agissant d'un État né de l'Holocauste et entouré par un monde arabe hostile, il aurait été irresponsable de ne pas l'envisager sérieusement. David Ben Gourion, le premier Premier ministre israélien, eut très tôt la vision de cette nécessité, mais jusqu'au milieu des années 1950, cela n'était guère qu'un espoir lointain. Entre 1955 et 1958 cependant, à la suite de son retour au pouvoir et de l'établissement de relations privilégiées avec la France, les conditions furent réunies pour amorcer un projet nucléaire national.

Trois hommes furent à l'origine de sa mise en œuvre : le dirigeant politique de la nation, son scientifique en chef, et son officier chef de l'exécutif.¹ Pour Ben Gourion, les scientifiques israéliens étaient en mesure d'apporter la réponse ultime au problème de la sécurité d'Israël. Ernst David Bergmann, un spécialiste en chimie organique, conseilla Ben Gourion sur les questions nucléaires pendant de nombreuses années. Shimon Pérès exploita la conjoncture internationale pour transformer le rêve en réalité. Sans eux, le programme israélien n'aurait pas existé.

DAVID BEN GOURION

David Ben Gourion arriva en Palestine en 1906 ; c'était un pionnier de 22 ans, originaire de la ville de Plonsk en Pologne, et engagé dans le sionisme socialiste. Quarante-deux ans plus tard, le 15 mai 1948, il déclara la création de l'État d'Israël et devint son premier Premier ministre. Il occupa cette fonction durant 14 ans, plus que tous ses successeurs à ce poste.

De 1935 à 1948, en tant que président du bureau de l'Agence juive, l'entité gouvernant le Yishouv (la

communauté juive en Palestine), il mena la campagne qui aboutit à la création de l'État d'Israël. La toile de fond de ses efforts inlassables fut la montée du nazisme, la Seconde Guerre mondiale, et la Shoah.

Le projet nucléaire israélien fut conçu dans l'ombre de cette dernière, et ses leçons fournirent la justification et la motivation du projet. Sans la Shoah, nous ne pouvons comprendre ni la profondeur de l'engagement de Ben Gourion pour acquérir des armes atomiques, ni ses réticences à aborder le sujet y compris au sein de sa propre famille politique. Avec le temps, les peurs et les anxiétés de Ben Gourion tinrent lieu de politique nationale.

« *L'histoire des dirigeants du Yishouv pendant l'Holocauste est essentiellement une histoire d'impuissance* », écrit Tom Segev.² La volonté de n'être plus jamais réduits à l'impuissance, l'idée que les juifs devraient être maîtres de leur destin, tels furent les thèmes de la campagne déterminée de Ben Gourion pour la création d'un État juif après la Seconde Guerre mondiale. Ces thèmes inspirèrent également sa quête d'un arsenal nucléaire.

Imprégné des leçons de la Shoah, il était dévoré de craintes pour la sécurité israélienne.³ Celles-ci découlaient de sa compréhension des réalités géopolitiques du conflit israélo-arabe. La guerre de 1948 s'étant achevée par une impressionnante victoire israélienne, Ben Gourion était convaincu que la cessation des hostilités n'amènerait pas une paix durable, mais ne serait qu'un répit temporaire avant la prochaine étape du conflit armé entre Arabes et Israéliens.⁴ Ben Gourion percevait l'hostilité arabe envers Israël comme un phénomène profond et durable. Selon lui, la paix ne serait pas établie tant que les Arabes se refuseraient à assumer leurs pertes de la guerre de 1948, et à admettre qu'il ne s'agissait pas d'une défaite provisoire et réversible, causée par l'incompétence et la division de leurs dirigeants corrompus. Faire la paix avec Israël supposait qu'ils acceptent leurs pertes comme définitives.⁵ Le pessimisme de Ben Gourion concernant l'inévitabilité de la phase suivante influença la politique étrangère et de défense d'Israël pendant des années.

La vision mondiale de Ben Gourion et son style de gouvernance expliquent son rôle décisif dans le lancement du programme nucléaire israélien. Fasciné par la science et la technologie du xx^e siècle, il encouragea activement la recherche scientifique en Israël.⁶ Pour lui, les avancées de la science étaient les piliers de l'État sioniste, une manifestation laïque de l'idée d'Israël en tant que « peuple élu ».

(...)



Extraits du livre

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d'Avner COHEN

Extrait du chapitre 3

Le commencement

PÈRES ET L'AVENTURE FRANÇAISE

Fin 1955, les ministères des Affaires étrangères et de la Défense rivalisèrent pour garantir des sources d'approvisionnement en armements. Sharett s'efforçait d'en obtenir auprès des Américains, tandis que Pérès se tournait vers la France. Ce dernier avait commencé à préconiser l'option française, en matière d'armement et de technologie militaire, dès 1953.²⁹ Ces démarches n'avaient pas donné grand-chose alors, à cause du manque de soutien de Lavon.³⁰

Avec le retour au pouvoir de Ben Gourion, et plus particulièrement à la suite de l'accord égypto-tchèque de septembre, les négociations avec la France s'accéléraient. En quelques mois, celle-ci devint le principal fournisseur d'armes d'Israël, grâce à la signature d'importants contrats portant sur la vente d'avions de chasse, de blindés et autres équipements militaires.³¹ Au printemps 1956, Pérès s'entendit avec le gouvernement de Guy Mollet sur un vaste programme sécuritaire. Les détails de cet accord furent réglés lors d'une conférence secrète qui se tint à Vermars, le 22 juin 1956, entre les hauts représentants militaires des deux pays.³²

Les circonstances qui contribuèrent à ce rapprochement étaient à la fois géopolitiques et nationales. En 1955-56, la situation dans les colonies françaises nord-africaines se détériorait, et l'état-major français voyait en Nasser la puissance à l'œuvre derrière la révolte algérienne, qui devenait incontrôlable.³³ Il était à présent dans l'intérêt de la France qu'Israël soit militairement puissant, et capable d'inquiéter Nasser.

L'évolution des relations franco-israéliennes après septembre 1955 fut également favorisée par un faisceau de motivations internes, économiques et même personnelles. Avec l'aide de Pierre Gilbert, l'ambassadeur de France en Israël, Pérès constitua une coalition socialiste pro-israélienne alimentée par des intérêts nationalistes dans le développement des industries aérospatiale et nucléaire françaises. En outre, Pérès sut tirer parti de la faiblesse structurelle de la IV^e République; conscient du fractionnement des forces politiques décisionnelles, il noua des liens étroits avec les ministres français de la Défense et de l'Intérieur (les services de renseignement), malgré l'orientation pro-arabe du quai d'Orsay.³⁴ Comme l'écrivit Sylvia Crosbie :

L'exécutif paralysé par une législation étouffante, elle-même empêtrée dans ses propres défaillances, une vaste liberté d'action était permise à différents niveaux de la bureaucratie. Ceci permit à un groupe relative-

ment restreint d'individus, dans les cercles de la Défense et des ministères concernés, de coopérer étroitement avec Israël de façon tout à fait informelle, parfois même en parfaite contradiction avec la politique officielle du gouvernement. En agissant de façon indépendante et souvent autonome, ils entretenaient leurs propres relations extérieures directement avec le ministère de la Défense israélien.³⁵

Pérès fit en sorte d'obtenir des armes françaises, en passant par des voies non conventionnelles, et emprunta ces mêmes voies pour évaluer dans quelle mesure son programme d'armement nucléaire obtiendrait le soutien de la France. Celle-ci était d'ailleurs encore indécise quant à l'acquisition de ce type d'armement, mais le camp pro-nucléaire gagnait discrètement du terrain, et cela rendait à Pérès la tâche plus facile. Le ministre de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury, partisan de l'arme atomique française, comprenait le point de vue de Pérès, comme il comprenait la nécessité de maintenir les projets nucléaires des deux pays dans l'opacité.(...)

Extrait du chapitre 4

La route de Dimona

UN PROJET DIVISÉ

Une grande partie des objections scientifiques au projet Dimona concernait la capacité du EMET et de la CIEA, dirigés par Bergmann et Mardor, à relever le défi technologique. Sans consulter ni l'un ni l'autre, Pérès nomma une commission (*va'adat tichnun*) de trois personnes composée de de Shalit, Ze'ev (Venia) Hadari Pomerantz et Zvi Lipkin. Ce dernier se souvient que lui et ses collègues furent «*impressionnés par les ingénieurs français en visite en Israël au cours de cette période. Ces ingénieurs étaient vraiment de très haut niveau, et savaient comment gérer des projets à grande échelle*». Le tandem EMET/CIEA ne possédait pas les compétences nécessaires.

Pérès accepta les préconisations. Il savait que l'avenir du projet dépendait des qualités de celui qui allait le diriger. Pour lui, un seul homme possédait les qualités requises: le colonel Manes Pratt, ingénieur de formation, ancien commandant du corps des Ordonnances, et qui avait servi en 1956 comme attaché militaire israélien en Birmanie. Quoique Pratt n'eût pas de bagage scientifique ni de connaissances dans le domaine du nucléaire, il semblait avoir le tempérament voulu. En présence de de Shalit, Hadari et Lipkin, Pérès appela Pratt et lui proposa de prendre les rênes du projet Dimona. «*Je cherchais quelqu'un de tatillon, qui ne transigerait pas sur les détails, que ceux-ci soient vitaux ou clairement secondaires*», écrit Pérès. «*Je savais qu'en*



Extraits du livre **ISRAËL & LA BOMBE** L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN d'Avner **COHEN**

ce domaine, le respect des normes était absolument essentiel, sous peine de nous conduire à la catastrophe. (...) En même temps, le candidat devait être un homme à l'esprit ouvert, c'est-à-dire capable d'apprendre sur le tas. (...) En le recrutant je savais qu'il me donnerait du fil à retordre, et c'est bien ce qui arriva.»⁶⁷

Pratt demanda du temps pour étudier la question. «En quelques mois», écrit Pérès, «il devint le meilleur expert israélien en technologie nucléaire».⁶⁸ Au cours de ces quelques mois, Lipkin devint le tuteur de Pratt pour tout ce qui avait trait à la physique et la technologie des réacteurs. Il devint «un compagnon assidu, qui lui expliquait tout ce qu'il avait besoin de savoir (...) et à sa disposition pour répondre à toutes les questions (...) qui pouvaient se poser.»⁶⁹ Les énormes travaux de terrassement sur le site de Dimona commencèrent fin 1957, ou tout au début de 1958.⁷⁰

Le choix de Pratt pour être le «tsar» de Dimona, qui ne rendait de comptes qu'à Ben Gourion et à Pérès, s'avéra décisif pour le projet nucléaire, et se répercuta sur l'ensemble de l'exécutif. Au début de l'année 1957, Mardor décida de quitter le EMET,⁷¹ peut-être pour protester contre la décision de faire construire et fonctionner Dimona en dehors de l'unité de R&D. L'éloignement de Mardor fut cependant de courte durée. Au printemps 1958, Pérès lui demanda de revenir au ministère. «De nouveaux programmes avaient été lancés», écrit Mardor, «de grands projets de développement et de fabrication de systèmes d'armement sophistiqués».⁷² Le 5 juin 1958, Ben Gourion fit rattacher le EMET, en tant que nouvelle autorité de recherche et de développement, au ministère de la Défense.⁷³ Cette nouvelle entité fut rebaptisée RAFAEL (acronyme hébreu pour Autorité de développement de l'armement).

(...)

Le problème de la gestion du programme était plus compliqué qu'une simple rivalité entre services. Le projet israélien, à la différence du Projet Manhattan, dépendait d'une aide extérieure. Israël n'avait donc pas besoin d'un général Groves ou d'un Robert Oppenheimer, mais d'un politicien comme Pérès, capable de saisir toutes les opportunités, et de les exploiter. Il sut trouver les matériaux, les experts et les financements nécessaires; tout reposa sur lui.

Le style de direction de Pérès, et la séparation initiale entre les différentes unités travaillant sur les divers aspects du projet, déterminèrent la structure organisationnelle de celui-ci. La répartition des tâches entre administrations, organismes extérieurs, sous-traitants et responsables, entraînent de nombreuses et impor-

tantes redondances. Dans le domaine de la physique théorique, par exemple, les travaux se répartirent entre trois groupes de recherche quasi universitaires, qui travaillèrent globalement sur les mêmes problématiques, mais séparément et en toute indépendance. Les *Michamot Ha'yehudim* (guerres des juifs) autour des budgets et de l'autorité, au sein de ces organisations, préoccupaient beaucoup Pérès, et l'obligeaient à faire preuve d'une «délicate diplomatie interpersonnelle et interdépartementale».⁷⁸ De fait, Pérès devint l'administrateur en chef de l'ensemble du projet.

(...)

La question du financement fut sans doute l'une des plus délicates à traiter, et elle le fut de façon aussi peu orthodoxe que la plupart des autres aspects. La construction de Dimona fut en grande partie rendue possible grâce aux efforts de collecte de fonds menés par Ben Gourion et Pérès, en dehors du budget officiel de l'État. «Nous avons monté une opération discrète, et levé des contributions à hauteur de plus de 40 millions de dollars US, soit la moitié du coût du réacteur, une somme tout à fait considérable pour l'époque», écrit Pérès. «La plus grosse partie de cette somme provenait des appels que nous avons lancés, Ben Gourion et moi-même, aux amis d'Israël dans le monde entier.»⁸⁰

Dans son journal, Ben Gourion note d'une façon laconique que, le 2 juin 1958, il débattit avec le ministre des Finances Levi Eshkol à propos de la «bénédiction [kiddush] de la centrale atomique».⁸¹ Une autre entrée de ce même journal, à la date du 31 octobre 1958, résume une conversation avec Abe Feinberg, riche homme d'affaires juif et important collecteur de fonds du parti démocrate. «Nous avons évoqué l'Institut Weizmann», écrit Ben Gourion, «et je lui ai parlé des deux propositions de Lord Rothschild. Au sujet de la seconde, la bénédiction, il m'a dit que c'est déjà un début. Il apparaît qu'Isaac Wolfson a donné 5 millions de dollars US. Nous avons besoin de 25 millions, car le déficit annuel du budget est d'environ 1,5 million. Les bénédictions représenteront 5 % et une somme de 25 millions sera suffisante. Il pense pouvoir trouver des "bienfaiteurs" parmi les juifs américains.»⁸² Le cloisonnement du système de financement du programme nucléaire était essentiel, non seulement pour préserver le secret, mais également pour éviter tout débat avec l'armée à propos des budgets et des objectifs. Cette caractéristique perdura de nombreuses années.

(...)

ISRAËL & LA BOMBE

L'HISTOIRE DU NUCLÉAIRE ISRAËLIEN

d' Avner COHEN

Préface de Benoît PÉLOPIDAS

Caractéristiques techniques

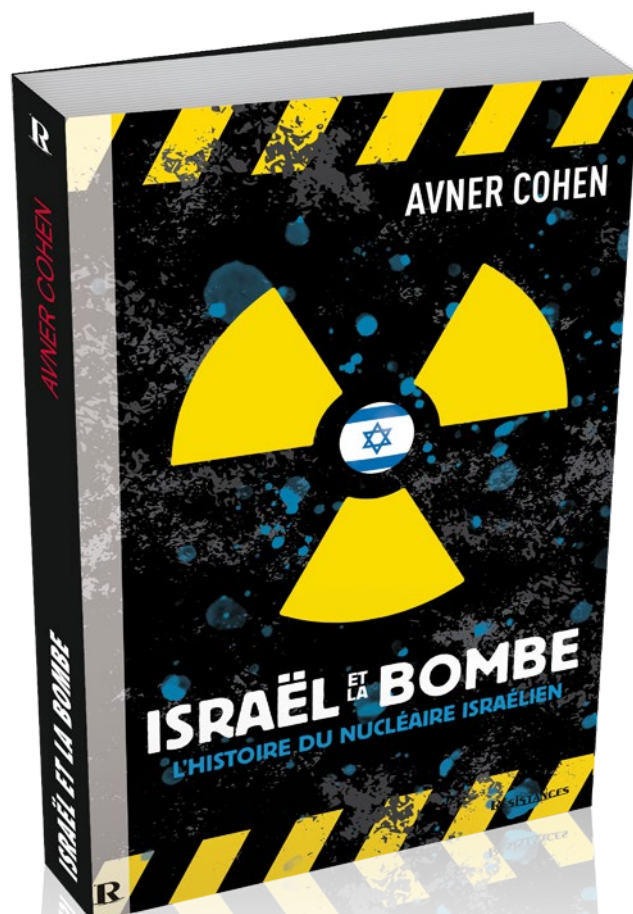
Livre à la française - Format 15 x 23 cm
Couverture brochée, pelliculage mat,
dos carré collé - 640 pages



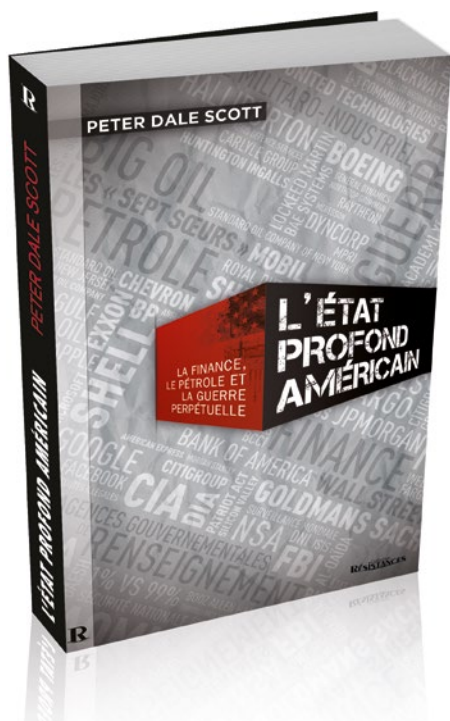
N° ISBN : 978-2-917112-10-6
N° EAN-13 : 9782917112106

Prix indicatif : 29 €

**ENFIN DISPONIBLE EN FRANÇAIS,
UNE ENQUÊTE DONT VOUS NE DEVIEZ RIEN SAVOIR...
UN LIVRE QUE VOUS NE POURREZ PLUS REFERMER !**

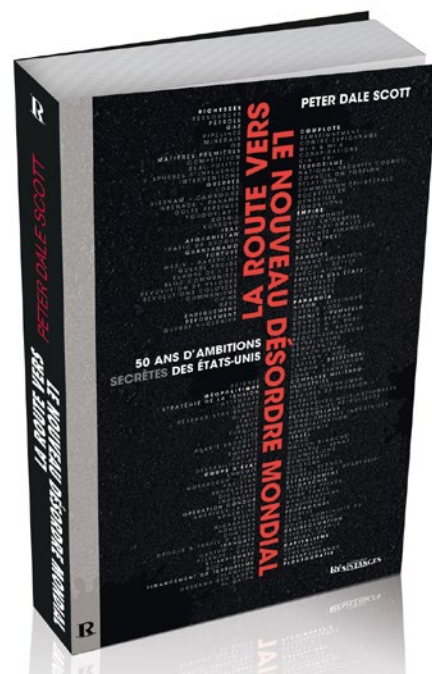


**À découvrir
dans la même collection**



**COMMENT UNE CASTE
DE SUPER-RICHES
A IMPOSÉ LA DÉRÉGULATION,
LA FINANCIARISATION
DE L'ÉCONOMIE,
L'HÉGÉMONIE DE WALL STREET,
L'ÉROSION DES LIBERTÉS CIVILES
ET LA GUERRE SANS FIN...**

**DÉCOUVREZ LA MANIÈRE
DONT LES GRANDES DÉCISIONS
GÉOPOLITIQUES SONT LE FAIT
DE FACTIONS SECRÈTES ET
ANTIDÉMOCRATIQUES
AU SEIN DE L'APPAREIL D'ÉTAT
AMÉRICAIN !**



Collection
RÉSISTANCES

Éditions Demi Lune

26 Menez Kerveyen

29 710 Plogastel Saint-Germain

Tel : 02 98 555 203

Courriel : contact@editionsdemilune.com

Demi Lune